

L'économie en pole position

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4145 - Mardi 11 avril 2017 - Prix : 10 DA

Conditions de vie à El-Kseur/Béjaïa

La route nationale coupée par des villageois

Page 24

Organisation du marché national des produits agricoles

Sellal s'engage à soutenir l'investissement privé dans l'agriculture

Page 4

La nouvelle phase de la guerre en Syrie

Par Mohamed Habili

La rencontre d'aujourd'hui à Moscou entre les deux chefs de la diplomatie russe et américaine est rien moins que routinière. Elle survient dans un contexte de grande tension entre leurs deux pays par suite de la première attaque américaine contre la Syrie depuis le début du conflit, il y a maintenant plus de six ans. Personne n'aurait pu prévoir que c'est avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, antérieurement le prétendant à la Maison-Blanche le plus favorable à une amélioration des relations avec la Russie, que celles-ci allaient se dégrader le plus, et en si peu de temps. Le risque d'une guerre entre les deux pays avait en effet un visage avant le 8 novembre 2016, celui de la candidate démocrate Hillary Clinton, et voilà que c'est son concurrent, qui quasiment en tout prenait son contre-pied qui à la première occasion n'a pas hésité à le porter à un degré qu'il n'avait atteint du temps de son prédécesseur qu'une seule fois, en 2013, suite à l'attaque chimique sur El-Ghouta, qui avait fait bien plus de victimes que celle d'Idlib, mais qui serait désamorcé quelque temps après. Sans doute le président américain a-t-il pris soin de faire avertir Moscou avant que l'attaque à quoi il s'est résolu ne se produise, pour éviter que les frappes ne fassent des victimes russes, mais il ne semble pas que ce geste ait si peu que ce soit atténué la colère russe.

Suite en page 3

Mekidèche note des convergences en matière de relance économique

Le vice-président du CNES décortique le programme des partis



Il ne suffit pas d'avoir un consensus social pour pouvoir aborder l'étape «difficile» dans laquelle se trouve le pays depuis plus de trois années, a considéré le vice-président du Conseil économique et social, Mustapha Mekideche, qui était, hier matin, l'invité de la Radio nationale. Lire page 3

Meeting de Ahmed Ouyahia à Souk-Ahras

«Le RND aspire à améliorer la conduite des affaires du pays»

Page 3

Maroc

L'Orchestre national de Barbès au 12^e Festival «Jazzablanca»

Page 13

Campagne électorale

L'économie en pole position

■ Poursuivant leur périple entamé avant-hier, les chefs de partis politiques accompagnés par les candidats, les cadres et les militants ont continué, hier, à sillonner les wilayas inscrites sur l'agenda de la deuxième journée de la campagne électorale pour les législatives du 4 mai.

Par Linda Naili

Dans leur course à la députation, les candidats, au même titre que leur chef de parti, multiplient rencontres de proximité et meetings pour courtoiser leurs électeurs en leur proposant des «alternatives» et «solutions» à leur quotidien. L'appel solennel à un «vote massif», «la sécurité et la stabilité du pays» et «la persévérance des acquis réalisés» ont été le dénominateur commun de l'ensemble des partis et formations politiques. Les questions économiques susceptibles «de sortir le pays de la dépendance pétrolière» ont été également abordées par certains partis, à l'instar du RND, FLN et RCD. Les questions d'ordre social l'ont été aussi, telles que «le pouvoir d'achat» et l'«insertion sociale des jeunes» pour le RND, «la jeunesse pour l'édification du pays» pour Tadj et la «corruption» pour le MSP...

Par ailleurs, si les discours ont été au rendez-vous, il n'en a pas été de même pour l'affichage des listes électorales engagées aux législatives 2017. En effet, les panneaux d'affichage plantés sur la voie et autres espaces dédiés à cet effet restent en ce deuxième jour de la campagne électorale blancs, du moins en majorité. Un constat fait particulièrement dans les principales communes d'Alger où sur les dix-sept panneaux réservés seuls deux ou trois partis ont placardé leur liste.

Ceci étant, lors de son meeting de campagne électorale pour les législatives du 4 mai, rassemblant les candidats et responsables des mouhafadhat et kassamate du parti, Djamel Ould Abbes, secrétaire général du FLN, invoquant la fibre historique et patriotique et appelant au «soutien au président moudjahid Abdelaziz Bouteflika», ne cessera d'insister sur une forte mobilisation et un vote massif pour ces échéances électorales. «La sécurité et la stabilité» du pays, le développement local sont les réponses aux préoccupations des populations locales.

A Souk Ahras et Tébessa où il a animé des meetings, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, appelant à la préservation de la souveraineté du pays, continuera de plaider pour la poursuite de la politique d'appui à l'investissement à l'agriculture et pour la maîtrise des prix des denrées de large consommation et l'intensification du contrôle des marchés. Aussi, ne manquera-t-il pas de mettre en exergue son programme électoral pour ces législatives, un programme qui, dira-t-il, outre œuvrera à l'amélioration du pouvoir d'achat, est à même de créer une «transition écono-



Photo: Soraya J. A.

mique indispensable». Concurrément, à Bordj Bou Arrridj tôt dans la matinée puis à M'sila en milieu d'après-midi, Amara Benyoune, président du MPA, a fait campagne pour son parti lors de meetings respectivement tenus dans ces wilayas. A Koléa, dans la wilaya de Tipaza, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderezak Makri, a

affirmé lors d'un meeting que la participation de l'Alliance aux législatives de 2017 visait à «protéger» le processus politique dans le pays «contre les corrompus, les opportunistes». De son côté, le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, à Mostaganem, avertira, durant le meeting qu'il a tenu, du danger du boycott qui, selon lui, «n'est pas en soi une solution

pour sortir le pays de la crise économique» qu'il traverse. Pour sa part, le RCD, prônant pour «un décollage de l'industrie», proposera à ses électeurs une «réforme structurelle profonde» à même de «mettre fin à l'instabilité du cadre juridique dans l'administration de l'économie et, partant, du secteur de l'industrie, en confiant la politique industrielle à un panel d'experts pluri-

disciplinaires sous l'autorité politique directe du Premier ministre issu de la majorité parlementaire». Le choix des villes de l'intérieur du pays pour débiter leur campagne électorale n'est pas fortuit en raison du taux d'abstention enregistré chez les électeurs algérois, notamment durant les législatives de 2012.

L. N.

Candidats pour les législatives

Les données actualisées du ministère de l'Intérieur

Les partis politiques et les indépendants engagés dans les législatives du 4 mai prochain se présenteront avec un total de 940 listes électorales et 11 334 candidats, selon des données communiquées, hier, par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) se présenteront, chacun, avec 52 listes électorales et 614 candidats, alors que les indépendants ont présenté 98 listes électorales et 1 125 candidats pour le prochain scrutin. L'Alliance HMS se présente avec 51 listes et 610 candidats, suivie de Tajamoue Amel El Djazair avec 49 listes comptant 570

candidats, puis de l'autre alliance, Nahda-Adala-Bina, avec 48 listes et 576 candidats.

Ces cinq partis politiques sont ainsi les seuls à être représentés sur l'ensemble des wilayas du territoire national, cette présence nécessitant un minimum de 48 listes électorales. Les mêmes données font ressortir un classement partagé par le Mouvement populaire algérien (MPA) et le Front El Moustakbal avec 47 listes électorales chacun, 571 candidats pour le premier et 557 pour le second. Le Parti des travailleurs (PT) se présentera, quant à lui, avec 39 listes composées de 517 candidats, suivi par l'Alliance nationale républicaine (ANR) qui présente 36 listes de 421 candidats, puis par le Front national algérien

(FNA) engagé avec 34 listes et 443 candidats. Le Front des forces socialistes (FFS) disputera les sièges de la future APN avec un total de 33 listes et 419 candidats, tandis que le Mouvement Islah y sera présent avec 31 listes et 401 candidats, l'Alliance El-Feth avec 26 listes et 328 candidats, le parti El-Fedjr El-Jadid avec 23 listes et 323 candidats et enfin, le Parti de la liberté et de la justice avec 20 listes et 259 candidats.

Sur l'ensemble des partis postulants, 24 sont dotés de moins de 10 listes électorales tandis que quatre autres n'ont réussi à obtenir qu'une seule liste, indiquent les données actualisées du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

APS

15^e édition à Alger

700 exposants au Salon international «Djazagro»

Plus de 700 exposants nationaux et étrangers prennent part au 15^e Salon international de la production agroalimentaire (Djazagro) qui s'est ouvert hier au Palais des expositions (Pins maritimes), à Alger. Ce salon, dédié aux professionnels de l'agroalimentaire et des secteurs connexes, se tient avec la participation d'entreprises venant d'une trentaine de pays et qui sont spécialisées dans les équipements, les techniques innovantes dans la transformation et packaging des produits alimentaires. La plupart des exposants viennent de pays d'Europe comme l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la République Tchèque et la Turquie. Le salon

enregistre aussi une participation massive d'entreprises représentant des pays d'Afrique et d'Asie dont l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, les Emirats arabes unis, la Chine, l'Inde, la Jordanie et le Liban. Pour ce qui est des équipements, services et matériels exposés, il s'agit de ceux utilisés notamment dans les filières boulangerie et pâtisserie, ingrédients et arômes, produits alimentaires et boissons, restauration, matériel et équipements et process agroalimentaire, emballage et conditionnement. A l'occasion de ce salon de quatre jours, des exposants mettront leurs équipements à la disposition d'un boulanger en vue de recréer une boulangerie industrielle au niveau d'un pavillon, faisant en sorte que les professionnels présents puissent constater sur place les équi-

pements en fonctionnement, couvrant tout le processus de fabrication de pains et autres viennoiseries à base de produits locaux. En marge du salon, sera décerné le «Trophée d'excellence El Djazair» pour récompenser les meilleurs cuisiniers et boulangers en Algérie, selon les organisateurs. En prévision de ce concours, plusieurs candidats avaient été présélectionnés avant l'ouverture du salon et ce au niveau des régions Est, Centre et Ouest. Des rencontres entre professionnels de l'agroalimentaire et des ateliers sont également au programme de «Djazagro» et s'articuleront notamment autour de l'accompagnement des entreprises algériennes dans l'exportation en particulier vers les marchés africains, selon les organisateurs.

Ghani Y./APS

Mékidèche note des convergences en matière de relance économique

Le vice-président du CNES décortique le programme des partis

■ Il ne suffit pas d'avoir un consensus social pour pouvoir aborder l'étape «difficile» dans laquelle se trouve le pays depuis plus de trois années, a considéré le vice-président du Conseil économique et social, Mustapha Mekideche, qui était, hier matin, l'invité de la Radio nationale.

Par Meriem Benchaouia

Les échéances électorales sont toujours l'occasion pour les partis politiques de rendre public leur programme économique dans la perspective de participation ou de prise de pouvoir. Cela leur permet de consolider et d'élargir leur assise électorale en clivant par rapport aux programmes de leurs concurrents. En effet, durant la campagne électorale des législatives du 4 mai, les principaux partis se prêtent au jeu des promesses chiffrées, affichant leurs ambitions en matière d'indicateurs économiques. Décortiquant le discours économique des formations politiques en lice pour les législatives, le vice-président du Cnes a indiqué qu'il y avait un socle commun dans les programmes des partis mais aussi des convergences qui témoignent finalement le mieux de leurs orientations économiques, assumées ou non. Toutefois, il ne suffit pas d'avoir un consensus social pour pouvoir aborder l'étape «difficile» dans laquelle se trouve le pays depuis plus de trois années, a considéré le vice-président du Conseil économique et social, Mustapha Mekideche qui était, hier matin, l'invité de la Radio nationale. Jugeant prématuré d'évaluer le contenu de ces programmes, qui «peuvent, a-t-il dit, évoluer en cours de campagne», l'invité a estimé que l'élément de convergence dans les programmes et les discours c'était celui de la nécessité de mettre en place une «économie forte en dehors de la rente pétrolière et gazière». Cependant, il a relevé un progrès «très significatif» en ce qui concerne l'élaboration de leurs contenus économiques, «tous partis confondus», obser-



Mustapha Mekideche

vant, à ce propos, que la classe politique était en train de gagner «globalement» en maturité. Des programmes qu'il a pu décortiquer, le vice-président du Cnes a noté qu'il y a trouvé des «éléments de convergence» en ce qui concerne, par exemple, la maîtrise budgétaire, qui «apparaît comme un élément incontournable», ciblant, a-t-il dit, les destinataires des transferts sociaux, la promotion des énergies renouvelables, la réforme fiscale et la promotion du secteur privé. S'agissant des niveaux de perception de l'opinion publique vis-à-vis de ces programmes, l'intervenant a estimé que celle-ci est devenue

«plus affûtée». Et ce, compte tenu de l'élévation du niveau global de la population face à la gravité de la crise à laquelle était confrontée l'ensemble de la société, plus apte à débusquer les slogans «populistes ou électoralistes». Abordant les divers slogans utilisés par les candidats, il a estimé qu'«ils avaient un aspect symbolique et psychologique». Le vice-président du Cnes a invité, à ce propos, les prétendants à la députation à s'intéresser davantage à la «crédibilité» des programmes, en ayant à l'esprit «la gravité de la crise et de son amplitude». Par ailleurs, M. Mekideche a remarqué que ce qui était récurrent

dans l'ensemble des propositions des partis candidats aux législatives, c'était cette nécessité d'avoir comme préalable «la sécurité et la stabilité» de la nation à travers le renforcement «de nos moyens de défense et d'intelligence», soulignant qu'il ne peut, en effet, y avoir d'émergence sans paix et sans stabilité. «Il existe des éléments de consensus entre les candidats sur les aspects relatifs au soutien à l'économie productive, que ce soit par la ré-industrialisation, le développement de nos productions agricole et agroalimentaire que les services, y compris ceux du numérique», a-t-il indiqué.

M. B.

Meeting de Ahmed Ouyahia à Souk-Ahras

«Le RND aspire à améliorer la conduite des affaires du pays»

S'exprimant devant une foule nombreuse, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a indiqué que la sécurité de l'Algérie et sa stabilité constituent «le fondement pour tout projet aspirant à servir le peuple et à lui assurer sa prospérité».

Lors d'un meeting populaire animé à la salle Miloud-Tahri dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives du 4 mai prochain, Ouyahia a souligné que la défense de l'unité, de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie signifie, pour le RND, «la défense de la proclamation

du 1^{er} novembre 1954, la défense de la Constitution et le soutien au président de la République, Abdelaziz Bouteflika». Le responsable du RND a estimé également que «la préservation de la sécurité du pays signifie aussi se ranger au côté de l'Armée nationale populaire et tous les autres corps de sécurité», soulignant que cet esprit de préservation de la sécurité est «puisé de la politique de réconciliation nationale qui a forgé la cohésion et l'unité du peuple algérien».

Le RND est un parti «patriotique et républicain» qui s'inspire, dans sa politique, du message de la Révolution de novembre

1954, a ajouté son secrétaire général.

Ahmed Ouyahia a également noté que le programme de son parti aspire, outre à la sécurité et la stabilité du pays, à améliorer la conduite des affaires du pays et à développer les performances de l'économie nationale pour sortir de la dépendance à l'égard de la rente pétrolière. Dans ce sens, il a souligné l'importance accordée, dans ce programme, à l'amélioration du climat des investissements et au soutien du secteur agricole et au logement. Cependant, Ouyahia a, à cette occasion, appelé à éviter l'endettement pour préserver

la souveraineté nationale.

Pour la relance du secteur agricole, le RND propose l'adoption d'un programme de développement des zones montagneuses pour lutter contre l'exode rural.

Le chef de RND, Ahmed Ouyahia, a plaidé pour la maîtrise des prix des denrées de large consommation et l'intensification du contrôle des marchés pour éviter l'anarchie. Pour conclure son discours de campagne, il a invité les citoyens à se rendre en nombre aux urnes lors des prochaines législatives.

Louiza Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

La nouvelle phase de la guerre en Syrie

suite de la page Une

De cela il n'est pas de meilleure preuve que le communiqué des alliés de la Syrie dans lequel ils promettent de répondre à une nouvelle attaque des Américains, tout en qualifiant d'illégal leur présence au nord de la Syrie. C'est probablement la première fois depuis longtemps que les Etats-Unis sont destinataires d'une mise en garde aussi directe. Certes eux-mêmes avaient fait savoir qu'ils n'hésiteraient pas à rééditer leur attaque si le besoin s'en faisait sentir, mais on sent bien qu'ils y réfléchiraient le cas échéant plus longuement que la fois précédente. Une nouvelle attaque chimique est une hypothèse des plus probables, d'autant plus si la dernière, ce que d'ailleurs tout semble indiquer, n'est pas le fait de l'armée syrienne. Entre perdre la guerre et faire en sorte qu'elle s'étende, bien de ses protagonistes feraient le deuxième choix. De sorte que plus le conflit tourne à leur désavantage, plus ils sont tentés par ce choix. Serait-il question de tout cela entre les deux ministres des Affaires étrangères aujourd'hui à Moscou ? Il faut attendre que leur rencontre se tienne et qu'elle soit suivie par une conférence de presse conjointe pour en avoir le cœur net. De l'attaque américaine tout peut encore sortir, le meilleur comme le pire, mais il faudrait désormais bien plus que des paroles apaisantes pour faire revenir les relations des deux pays à leur état précédent. Jusque-là en effet, ils ont pris soin d'éviter l'affrontement direct, allant pour cela jusqu'à mettre en place une certaine coordination opérationnelle, mais désormais non seulement la confiance est rompue, mais c'est la présence américaine elle-même sur le sol et dans le ciel syriens qui n'est plus tolérée. Si les avions de la coalition menée par les Etats-Unis ne peuvent plus survoler la Syrie sans courir le risque d'être abattus, cela signifie que le conflit est entré dans une autre phase. C'est la libération de la Syrie de toute présence étrangère qui désormais serait à l'ordre du jour du point de vue de l'armée syrienne et de ses alliés. Et dans cette phase, même les Américains sont des cibles potentielles, à moins qu'un accord intervienne rapidement entre Tillerson et Lavrov qui fasse faire marche arrière.

M. H.

Organisation du marché national des produits agricoles

Sellal s'engage à soutenir l'investissement privé dans l'agriculture

■ Ayant effectué, hier, une visite de travail dans la wilaya de Djelfa, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est engagé à assurer un accompagnement à l'investissement privé dans le domaine agricole concernant la région.

Par Yacine Djadel

La raison principale est que l'ensemble des projets en cours de réalisation sont un levier pour irriguer le marché national en fruits et légumes ainsi qu'en viandes variées. «Nous comptons beaucoup sur ces espaces pour réguler les mécanismes du marché», a-t-il déclaré en inspectant le chantier de réalisation du marché régional de fruits et légumes à Ain Ouessara. Une région située à une centaine de km au nord du chef-lieu de la wilaya sur laquelle les autorités comptent beaucoup pour la disponibilité des produits agricoles ainsi que de la régulation de leur prix, a laissé entendre le premier responsable du gouvernement. Se rendant à une centaine de km, au nord du chef-lieu de wilaya où il a procédé à l'inauguration d'un abattoir moderne, au sein d'une exploitation agricole, relevant du groupe Khither Abdelkader, le Premier ministre a particulièrement insisté sur l'impératif pour cette structure de couvrir les besoins du marché national. «Et pourquoi pas envisager, à l'avenir, l'idée d'exportation de sa production», a-t-il affirmé. A ce propos, il s'est enquis

de la disponibilité surtout des viandes blanches sur le marché algérien, notamment durant le mois sacré du ramadhan où la demande est accrue en la matière. Après avoir entendu un exposé sur ce projet, attendu à la réception en 2018, le Premier ministre a instruit les responsables en charge de sa réalisation, d'accélérer les travaux du projet en vue de sa livraison à la fin 2017. S'agissant de l'envergure de ce projet, selon les explications fournies sur place, sa capacité d'accueil est estimée à 320 000 tonnes de fruits et légumes par an. Avec aussi une moyenne de fréquentation quotidienne de 3 000 personnes et 2 000 véhicules. Une fois opérationnel, ce grand marché régional, comptant 87 locaux commerciaux en plus de nombreuses commodités d'importance, devrait contribuer à la création de près de 2 800 emplois. Par ailleurs, il est à rappeler que la visite de M. Sellal ne concerne pas seulement le domaine agricole mais s'inscrit plutôt dans plusieurs secteurs. Une visite de travail général dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Ce sur quoi le

Premier ministre procédera à l'inauguration et à l'inspection de plusieurs projets dans les secteurs des travaux publics, l'énergie, la santé, les équipements publics, et l'enseignement supérieur, entre autres. Accompagné d'une importante délégation ministérielle, M. Sellal procédera à l'inauguration et baptisation d'un nouvel hôpital de 240 lits. Il se rendra également au nouveau pôle urbain Berbih pour s'enquérir de l'état d'avancement de près de 7 600 logements de différents types.

Centrale électrique d'Ain Ouessara : un projet générateur de plus de 300 emplois

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal s'est également rendu, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya de Djelfa, sur le chantier de réalisation d'une centrale électrique à Ain Ouessara, à 100 km au nord du chef-lieu de la wilaya. Selon sa fiche technique, cette centrale, confiée à la Société algérienne de production d'électricité, est dotée d'une capacité de production de 1 262 MGWT. Une fois opérationnelle, cette station



Ph/D. R.

électrique, dont le taux d'avancement est actuellement estimé à 63,5%, devrait générer près de 300 emplois permanents, en plus de 2 500 autres emplois directs et indirects. Le projet devrait, en outre, contribuer dans une large mesure à l'amé-

lioration des prestations fournies aux citoyens de la région, selon les objectifs qui lui ont été fixés. Inspectant les travaux de ce projet, le Premier ministre a réitéré l'orientation de l'Etat vers les énergies renouvelables, au vu de leur intérêt suprême. Y. D.

Medias/Réorganisation

Regroupement des journaux publics en un groupe de presse

Les six médias publics (*El moudjahid, El Echaab, El massa, Horizons, El-djournahouria et Ennassi*) seront rassemblés dans un même groupe de presse à terme, a-t-on appris dimanche auprès du ministère de la Communication. Ce groupe sera dirigé par un Président-directeur général unique, et des directeurs exécutifs des quotidiens publics. Ceux-ci pourraient être regroupés par langue, comme il n'est pas exclu que des quotidiens soient transformés en hebdomadaires, à l'image de leurs illustres prédécesseurs «*Algérie Actualités*» et «*Révolution africaine*». Deux

autres groupes seront également créés dans la même foulée et suivant le même encadrement organique (PD-G et directeurs exécutifs). Il s'agit du groupe communication comprenant notamment l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep) et le groupe Imprimeries qui réunira les imprimeries localisées dans les différentes régions du pays. En discussion depuis plus d'un an, ce projet de réaménagement des entreprises publiques économiques (EPE) du secteur de la communication, soumises à ce titre aux lois du marché, vise à viabiliser et

développer ces entreprises, sans toucher aux salaires des personnels et aux effectifs. Cette reconfiguration des journaux publics, actée par le Conseil de la participation de l'Etat (CPE), vise à faire face aux difficultés économiques de ces entreprises ainsi qu'au déclin des médias publics qui souffrent une «*désaffection du public*». Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a assuré dimanche les responsables de ces médias publics au cours d'une réunion tenue au siège de son ministère, qu'il n'est pas envisagé de réduire les effectifs ou les salaires,

comme l'ont laissé entendre certaines sources. Mais, a-t-il soutenu, nous ne pouvons pas ignorer «*la désaffection*» qui frappe les médias publics et les difficultés économiques qui s'en sont suivies, à l'exception relative des médias qui assument encore une fonction utilitaire et symbolique. Le projet de réorganisation a été approuvé au cours d'une réunion du Conseil de la participation de l'Etat, présidé par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, tenue au début du mois d'avril.

Yanis T./APS

Développement des zones rurales

Algérie-UE : lancement d'un programme de coopération

Un programme de coopération algéro-européen pour le développement des zones rurales a été lancé lundi à Alger dans le but de la redynamisation de ces régions par des activités productives.

Appelé Programme d'action pour le développement rural et de l'agriculture en Algérie (PAP-ENPARD-Algérie), ce projet est d'un coût de 20 millions d'euros financé à parts égales par l'Algérie et l'Union européenne (UE). Ce programme vise à conforter la stratégie de diversification de l'économie algérienne et de redynamisation des territoires ruraux par des activités productives en vue de l'augmentation des revenus et de l'emploi, a expliqué le chef de la délégation européenne en Algérie, John O'Rourke, lors d'un séminaire consacré au lancement officiel de ce pro-

jet de coopération. «*Nous voudrions contribuer dans la diversification de l'économie algérienne, qui est un enjeu majeur actuellement pour l'Algérie et un des objectifs de l'Accord d'association, par l'appui au développement des zones rurales*», a-t-il avancé. Ce programme, qui vient en complément avec d'autres projets de coopération bilatérale, vise aussi à pallier les difficultés engendrées par les phénomènes de l'exode vers les villes et de la baisse de la part de l'agriculture dans le PIB des pays à l'instar de l'Algérie, a souligné le diplomate européen. La redynamisation des zones rurales sur le plan économique et social se fera non seulement à travers le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire, mais aussi par le biais d'autres activités géné-

ratrices de revenus tels l'artisanat, la valorisation des produits du terroir et le tourisme. Initié dans le cadre de l'initiative européenne ENPARD visant à appuyer les pays du voisinage en matière de politique agricole et rurale, ce programme sera mis en oeuvre dans quatre wilayas pilotes: Aïn Temouchent, Laghouat, Sétif et Tlemcen. Le choix de ces régions potentielles a été fait dans le cadre d'un projet d'étude en collaboration avec la partie européenne pour la valorisation des sous-produits agricoles et ruraux. «*Nous avons introduit également l'écotourisme qui est important pour le développement de certaines régions comme Tlemcen. Cette wilaya est en train de développer au niveau de son parc national des activités touristiques que nous sommes en train de régler*

et de valoriser», a indiqué le directeur général des forêts, Abdelmalek Abdellatif.

Tlemcen dispose également d'un potentiel agricole «*important*» dont la culture de la cerise, un produit de terroir qui a été choisi par ce programme en vue de la réhabilitation et de la structuration de cette filière. Il s'agit notamment de la création de coopératives et d'associations en vue d'arriver à la labellisation de ce produit et d'autres que recèle cette région de l'ouest algérien, selon le même responsable. D'une durée de quatre années, le programme a démarré en septembre 2016 avec la réalisation des diagnostics territoriaux dans les quatre wilayas pilotes, alors que l'exécution du premier plan de travail annuel devrait commencer en avril en cours. K. L.

Croissance économique

Exécution en trois phases du nouveau modèle

■ Le nouveau modèle de croissance économique, adopté par le gouvernement en 2016 dans la perspective de diversification et de transformation structurelle de son économie, sera exécuté en trois phases avec pour objectif d'atteindre une croissance soutenue du PIB hors hydrocarbures de 6,5% au cours de la prochaine décennie, indique le document-synthèse de ce modèle publié par le ministère des Finances sur son site web.

Par Safia T.

La première phase (2016-2019) est consacrée au décollage de cette nouvelle politique de croissance. Elle sera marquée par une évolution de la part des différents secteurs dans la valeur ajoutée vers leur niveau cible. Quant à la deuxième phase (2020-2025), dite de transition, elle permettra la réalisation du potentiel de rattrapage de l'économie, qui sera suivie de la phase de stabilisation ou de convergence (2026-2030), à la fin de laquelle l'économie nationale épuisera son potentiel de rattrapage et les différentes variables de l'économie convergeront vers leur valeur d'équilibre. Sur le plan de transformation structurelle de l'économie, le nouveau modèle de croissance cible un taux de croissance hors hydrocarbures de 6,5% par an entre 2020 et 2030, une «*élévation sensible*» du revenu du PIB par habitant qui devrait être multiplié par 2,3 fois, et le doublement de la contribution du secteur industriel dans le PIB, soit 10% contre 5,3% actuellement. Néanmoins, l'atteinte de cette cible nécessitera une croissance de la valeur ajoutée industrielle à un taux soutenu. Il s'agit aussi de la modernisation du secteur agricole en vue d'atteindre les objectifs liés à la sécurité alimentaire et à la diversification des exportations. Le nouveau modèle de croissance table sur l'objectif de transition énergétique qui permettra notamment de réduire de moitié le taux de croissance de la consommation interne d'énergie, en donnant un «*juste prix à l'énergie et en n'extrayant du sous-sol ce qui est strictement nécessaire au développement*». L'autre objectif concerne la diversification des exportations pour soutenir le financement de la croissance économique accélérée. Pour



réaliser l'objectif de diversification, la nouvelle politique du gouvernement compte sur la dynamique des secteurs en développant de nouvelles branches qui prendront le relais des hydrocarbures et du PTP. «*La profondeur de cette transformation structurelle de l'activité productive et la rapidité avec laquelle le secteur industriel doit émerger constituent une première difficulté à laquelle notre économie sera confrontée au cours de son processus de diversification*», note le document. Concernant l'investissement, l'évolution requise pour réaliser ces transformations structurelles «*devra relier l'investissement hors hydrocarbures à l'évolution de la productivité du capital investi. Dans ce cadre, il est simulé un niveau de croissance de la productivité globale des facteurs qui permet pour un même taux d'investissement glo-*

bal dans l'économie de réaliser des croissances plus élevées». A cet effet, l'amélioration de la productivité globale des facteurs devra cibler aussi bien l'investissement privé que public. «*C'est pourquoi une seconde consolidation budgétaire devra graduellement intervenir dès 2025 visant à réduire les dépenses d'équipements inscrites directement dans le budget de l'Etat, sous la condition de mettre en place un nouveau système national d'investissement en faisant appel aux partenariats publics privés (PPP)*», note le document. Sur le plan de la solvabilité externe, le nouveau modèle économique vise la réduction du gap entre les importations et les exportations hors hydrocarbures, et ce, à travers deux dimensions «*essentiels*». Il s'agit de la mise en place d'une politique soutenue d'efficacité énergétique et de développement des énergies

renouvelables qui permet de dégager un surplus conséquent de production d'hydrocarbures exportable ainsi que de l'accélération du rythme des exportations hors hydrocarbures (agriculture, industrie, services). La poursuite de la tendance de croissance des exportations de biens et services hors hydrocarbures, des importations et de la consommation énergétique «*aboutirait à une balance de paiements insoutenable dès 2020*». «*Les simulations montrent que sans un frein à l'explosion des importations observées au cours des dernières décennies, aucune croissance économique soutenable n'est possible*», avisent les auteurs de ce document. Ainsi, «*l'économie nationale doit négocier au cours de sa transition vers la vision 2030 quatre contraintes majeures: l'ampleur des transformations de sa structure productive, l'évolution de l'endettement interne, la solvabilité externe et la transition énergétique qui permettra d'augmenter les exportations d'hydrocarbures et de s'arrimer au train du nouvel ordre énergétique mondial*». Pour concrétiser cette nouvelle vision économique, le document fournit des recommandations regroupées dans six axes «*stratégiques*» dont le premier porte sur la stimulation de la création d'entreprises en Algérie. «*Avec une forte volonté politique et un suivi au plus haut niveau, il est possible de se concentrer sur certains secteurs critiques qui permettront de créer la dynamique de changement nécessaire avant enclencher les réformes en profondeur*». Parmi ces réformes, le document cite la révision du statut et la composition du comité Doing Business, en intégrant en son sein non seulement des représentants concernés du gouvernement et du secteur privé, mais aussi des chercheurs et consultants «*dont la présence apportera rigueur*

scientifique et vision large en matière de développement économique». Le deuxième axe concerne le financement de l'investissement à travers la mise en place d'un véritable système national d'investissement dans les équipements publics, la reprise de la réforme du système bancaire et le développement d'un marché des capitaux. Le troisième axe des recommandations porte sur la politique industrielle dont l'objectif de diversification projeté sur la prochaine décennie impose de fortes accélérations de la croissance des secteurs. Le quatrième axe concerne la territorialisation du développement industriel par la réorganisation de la gestion du foncier industriel et son intégration avec notamment la révision des missions de l'Aniref et l'élaboration d'un nouveau programme de zones pour soutenir le développement industriel de l'Algérie à l'avenir. La cinquième axe des recommandations met en exergue la nécessité d'assurer la sécurité énergétique et la diversification des ressources énergétiques, et ce, à travers un programme d'efficacité énergétique couplé à un programme industriel et technologique de développement des énergies renouvelables et de sécurité énergétique. Le dernier axe porte sur la gouvernance du nouveau modèle de croissance: Outre la mise en place d'un nouveau système national d'investissement dans les équipements publics et d'un nouveau système national d'information statistique, la nouvelle vision économique doit aussi être accompagnée par une administration économique «*efficace*». Les réformes économiques, souligne le document, «*ne peuvent réussir si elles ne sont pas portées par une administration et des agences qui sont prêtes à les exécuter efficacement*».

S. T./APS

Selon le Lord-Maire de la cité de Londres

L'Algérie, une grande opportunité d'affaires pour les Britanniques

L'Algérie représente «*une grande opportunité d'affaires*» pour les Britanniques, et les possibilités de diversifier les secteurs de coopération entre les deux pays sont à explorer, a affirmé le Lord-Maire de la cité de Londres, Andrew Parmley, en visite à Alger du 8 au 10 avril. Selon lui, cette visite vise à diversifier les relations commerciales et d'investissement entre les deux pays, et de travailler plus étroitement à même d'explorer toutes les opportunités d'affaires que représente l'Algérie qui est un marché attractif. Il a relevé que même si son pays est plus présent en Algérie dans le

domaine énergétique avec le groupe British Petroleum (BP), le Royaume Uni a déjà commencé à étendre cette présence à d'autres secteurs, et aspire à les renforcer et, parallèlement, à explorer d'autres domaines. «*L'Algérie est un acteur régional important avec qui le Royaume-Uni souhaite améliorer davantage la coopération. Nous espérons voir plus d'entreprises britanniques travailler avec l'Algérie*», a-t-il encore dit. Lord Parmley a également affirmé que Londres est disposée à partager son expérience dans le secteur financier avec l'Algérie qui ambitionne de développer ses banques, la

ciété de Londres étant le leader mondial de la finance. Il en est de même pour le développement d'un environnement propice aux affaires, a-t-il dit. En sa qualité d'ambassadeur de la cité de la finance, il fait sa mission de soutenir les entreprises britanniques de services financiers et des sociétés qui investissent et celles qui souhaitent investir en Algérie. Afin de prospecter d'autres opportunités d'affaires et d'examiner les dispositions à prendre à même de renforcer la coopération de la cité de Londres avec Alger, et les moyens d'assurer le transfert du savoir-faire britannique, Lord Parmley est accom-

agné d'une délégation d'une quinzaine d'hommes d'affaires représentant les secteurs des télécommunications, de l'énergie et des services. Cette visite est également l'occasion d'examiner les possibilités de soutenir de grands projets d'infrastructures énergétiques algériens, relève-t-il. Interrogé si sa visite à Alger faisait partie de la nouvelle politique adoptée par Londres pour diversifier ses relations économiques internationales après son retrait de l'Union Européenne, prévu dans deux années, le Lord-maire a répondu que le Brexit était une opportunité pour négocier des accords plus favorables avec

d'autres pays. A la suite du vote pour quitter l'Union Européenne, l'établissement de partenariats avec d'autres pays est l'objectif recherché aujourd'hui par Londres qui veut rester ouverte au monde. La stabilité de l'Algérie est à même de faciliter et d'encourager les investissements étrangers, a avancé le Lord-maire. Depuis la visite de l'ancien Premier ministre britannique, David Cameron, en Algérie en janvier 2013, les relations entre Alger et Londres se sont renforcées. Des délégations d'hommes d'affaires se déplacent régulièrement entre les deux pays. R.E.

Souk Ahras

Financement de plus de 20 micro-entreprises depuis le début de l'année

■ *Vingt-deux micro-entreprises créatrices de richesse et d'emplois permanents ont été financées durant le premier trimestre de l'année en cours dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris auprès de l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej).*



Par Lydia O.

La création de ces entreprises a nécessité la mobilisation d'un montant d'investissement de l'ordre de 88 millions de dinars, a précisé Mohamed

Amine Sessi, le chargé de la communication et de l'information au sein de cet organisme soulignant que ces entreprises ont généré 35 postes de travail. Réparties sur plusieurs communes de la wilaya, ces micro-entreprises sont versées dans

divers secteurs dont dix dans le créneau des services, huit relevant du secteur agricole, deux spécialisées en industrie et artisanat, a-t-il détaillé, faisant savoir que quatre micro-entreprises parmi le nombre global ont été créées par des femmes.

L'annexe locale de l'Ansej a reçu 22 nouveaux dossiers relatifs à la création d'entreprises dont 15 de services, 3 en agriculture, 2 en artisanat et 2 autres spécialisées en travaux publics et construction et industrie, ajoute la même source. Des journées d'information destinées à identifier et faire connaître les avantages de cette agence, ont été parallèlement lancées par l'Ansej de cette wilaya avec la collaboration de la maison de l'entrepreneuriat de l'université Mohamed Cherif Messaâdia, a-t-il indiqué. L'initiative qui vise à inculquer l'esprit de l'entrepreneuriat en milieu étudiant a, jusqu'à présent, ciblé 1 000 étudiants des facultés des sciences économiques et des droits, politiques, d'éducation physique, des sciences de la nature et de la terre et de technologies, a-t-il noté. La relance des activités de la maison de l'entrepreneuriat de la wilaya de Souk Ahras a permis aux étudiants de connaître les types de soutien et les

méthodes de préparation des dossiers et les différents projets d'investissement réussis, financés dans le cadre des différents dispositifs de soutien à l'emploi. Des actions de sensibilisation ont été également organisées en faveur des stagiaires des centres de la formation professionnelle, ajoutent les responsables locaux de l'Ansej de Souk Ahras rappelant que ce dispositif a financé, l'année dernière, 193 micro-entreprises, tous secteurs d'activités confondus, dans différentes communes, ce qui a contribué à la création de 450 postes d'emplois permanents. L. O.

Skikda L'eau potable H24 dans la daïra d'El Hadaïek vers la fin 2017

LES TROIS communes de la daïra d'El Hadaïek dans la wilaya de Skikda seront alimentées H24 en eau potable «vers la fin de l'année en cours», a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'opération concernera, dans sa première phase, la commune de Bouchetata Mahmoud qui bénéficiera de l'eau potable avant «le mois de ramadhan» à la faveur du parachèvement des travaux de réalisation des réservoirs et des raccordements depuis la station de dessalement de l'eau de mer, a précisé la même source. Une enveloppe financière similaire a été mobilisée pour le renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune d'El Hadaïek vers la fin de l'année en cours, a souligné la même source, indiquant que ce projet permettra, une fois achevé, aux habitants de bénéficier de l'eau H24.

Parallèlement, une vaste opération d'élimination des fuites d'eau, signalées sur le réseau d'eau potable, a été lancée conformément aux instructions du chef d'exécutif local, ont indiqué les mêmes services. La commune d'Ain Zouit, dans la daïra d'El Hadaïek, a été raccordée au réseau d'AEP la semaine dernière depuis un réservoir d'eau d'une capacité de 300 m³ de la mechtah de Mohamed Tich Aïssa qui approvisionne actuellement 545 foyers, selon la même source. Cet ouvrage hydraulique permettra l'alimentation de 2.400 âmes et mettra fin au problème de la rareté de l'eau potable dans la région pendant au moins les 15 prochaines années, selon des explications fournies par la même source. R. R.

Bouira

Validation de plus de 500 demandes de crédit R'fig au profit des agriculteurs

Plus de 500 demandes de crédits «R'fig» ont été validées récemment par la direction des services agricoles (DAS) de la wilaya de Bouira au profit des agriculteurs de la région, a indiqué le directeur du secteur M. Djoudi Ganoun. «Nos services ont validé durant la campagne labours-semences de cette année 527 dossiers de crédits R'fig au profit des agriculteurs», a précisé le même responsable dans un rapport présenté samedi lors d'une rencontre ayant regroupé le wali Mouloud Chérifi ainsi que les directeurs de l'exécutif et la société civile de Bouira. Le directeur des services agricoles de la wilaya a fait savoir qu'une superficie de 67 481 hectares avait été emblavée dans le cadre de cette campagne labours-semences, avant d'évoquer la production céréalière de la saison écoulée qui est estimée à 1,3 million de

quintaux de céréales, selon les chiffres qu'il a donnés dans son rapport. Pour ce qui est de la pomme de terre, le même responsable a fait état d'une production de 2 135 890 quintaux pour la saison 2015-2016, dont une quantité de 79 000 quintaux a été stockée dans des chambres froides et destinées à la régulation de marché en cas de perturbation ou de spéculation, a expliqué M. Ganoun.

Ce dernier a ajouté en outre qu'une quantité de 20 000 quintaux avait été déjà déstockée et distribuée durant la 1ère décennie du mois d'avril sur les différents points de ventes et marchés, où le prix d'un kilogramme est cédé à 40 dinars, alors que d'autres points de ventes illicites et anarchiques le prix affiché n'est pas le même et il avoisine les 120 dinars. «Nous continuons à combattre ce genre de spéculation sur les prix,

dont la victime reste le simple citoyen, nous allons déstocker à partir d'aujourd'hui, soit le 9 avril, 20 000 autres quintaux de pomme de terre pour satisfaire les besoins du marché», a assuré le DSA de Bouira.

Dans un autre registre, 540 éleveurs de bovins, issus notamment des régions de Sour El-Ghozlane Bouira, Taghzout, Dirah, Bordj Khris, ont bénéficié d'aides en matière d'aliments et de fourrage, selon les chiffres fournis par les services agricoles de la wilaya. D'autres aides (fourrages et aliments) ont été également attribuées à 318 éleveurs d'ovins au niveau des communes de Dirah, Mesdour, Taguedit, Hadjra Zerga, Maamoura, Ridane, Hakimia, Dechmia, Bordj Khris et Sour El-Ghozlane, a encore ajouté M. Ganoun.

Hatem D./APS

Médéa

Evolution remarquable du taux de couverture en électricité et gaz

Le taux de couverture en électricité et gaz naturel dans la wilaya de Médéa a connu une évolution remarquable, au cours des seize dernières années, à la faveur des programmes inscrits au profit du secteur de l'énergie, au titre des différents programmes quinquennaux, selon les responsables de la direction locale de l'énergie. Crédités d'une dotation financière globale, d'un montant de l'ordre de 5,16 milliards Da, ces programmes ont permis de raccorder, entre 1999 et 2017, un total de 19 092 foyers, ventilés sur

quelque 480 centres et regroupements ruraux et 114 quartiers et lotissements sociaux, ont indiqué ces responsables. Il a été enregistré, durant la même période, la réalisation de pas moins de 2 157 km de réseau électrique, moyenne et basse tension, à travers les 64 communes que compte la wilaya, en sus de la mise en service, entre 2013 et 2017, de 350 postes électriques moyenne et basse tension au niveau de différentes localités de la wilaya, a-t-on expliqué. Le renforcement de l'infrastructure de transport et de

distribution électrique a contribuer à l'amélioration de la qualité de service et la réduction de façon significative des coupures électriques qui étaient enregistrées auparavant dans certaines communes, a-t-on signalé. S'agissant du raccordement en gaz naturel, la wilaya de Médéa a bénéficié, dans le cadre des mêmes programmes, d'une dotation financière de l'ordre de 33 milliards DA, a fait savoir la même source, ajoutant que cette dotation financière conséquente a permis le raccordement de 77 992 foyers, répartis sur

37 communes et 38 quartiers, portant le taux de raccordement en gaz dans la wilaya à 58%, contre à peine 5%, en 1999. L'on indique de même source que les 27 communes restantes sont pris en charge au titre des programmes quinquennaux 2010-2014 et le programme complémentaire 2013, précisant que des travaux de raccordement sont en cours au niveau de 19 communes et 2 quartiers, totalisant 32566 foyers, avec des taux d'avancement variant d'une commune à une autre.

Assia P./agences

Après le retour du Parlement à la table du dialogue

Nouvelles perspectives de paix en Libye

■ La décision du Parlement libyen installé à Tobrouk de revenir à la table de dialogue politique inter-libyen destiné à trouver une issue à la crise qui secoue ce pays, représente une nouvelle perspective de sortir de l'impasse.

Par Halim T.

La Tunisie qui a proposé une initiative de médiation en collaboration avec l'Algérie et l'Égypte doit se saisir de ce nouveau développement pour la relancer d'autant plus qu'elle n'a pas évolué depuis sa présentation. On rappelle que dans le sillage de l'attaque menée mi-mars dernier par des groupes armés extrémistes islamistes contre la région du Croissant pétrolier abritant les plus importants gisements et ports pétroliers du pays, le Parlement libyen a décidé en guise de protestation de suspendre sa participation au dialogue politique parrainé par les Nations unies. Ces installations pétrolières sont contrôlées par l'armée nationale libyenne dirigée par le maréchal Khalifa Haftar qui est allié au Parlement. Toutefois, ce retour du Parlement à la table des négociations est assorti des conditions ayant trait à certains amendements relatifs d'abord à la composition du Conseil présidentiel du gouvernement d'Entente nationale qui doit être formé d'un président et de deux vice-président au lieu de six actuellement. Ensuite, autre condition posée par le Parlement, l'amendement de l'Accord politique en supprimant le controversé article 8 qui décide que tous les postes de responsabilités sont considérés comme vacant et c'est au Conseil présidentiel de décider des nouvelles nominations. Le Parlement exige aussi que les rencontres du dialogue politique se tiennent sur le territoire libyen. Preuve d'une embellie dans le processus politique libyen, le



PH: DR

chef de la Mission des Nations unies en Libye, Martin Kobler a repris son bâton de pèlerin en prêchant la paix. Il s'est réuni à Tripoli, jeudi avec le président du Conseil suprême de l'Etat et plusieurs députés partisan de l'Accord politique signé en décembre 2015 à Skhirat au Maroc, pour relancer le processus politique libyen dans l'impasse depuis plus mois. Auparavant, le responsable onusien s'est rendu à Tobrouk siège du Parlement où il s'est entretenu avec le président du Parlement, Aguila Saleh, sur les solutions à trouver à la crise. Ainsi, cette annonce de retour au dialogue politique a permis décrire l'atmosphère en Libye marquée par les affrontements armés et une escalade dans les déclarations des protagonistes ce qui entraîne l'impasse.

La reprise de l'option du dia-

logue politique en Libye, représente une opportunité pour la mise en œuvre de l'initiative de médiation de la Tunisie dans la crise libyenne. Parrainée par l'Algérie et l'Égypte, l'initiative de paix du président Béji Caïd Essebsi consiste à réunir tous les protagonistes libyens pour les inciter à trouver une solution politique négociée libyo-libyenne.

Opportunité de relance pour l'initiative tunisienne

Depuis son lancement en mars dernier à Tunis, l'initiative de médiation tunisienne en Libye fait du surplace et n'a pas réussi à réaliser des progrès ni même à réunir les parties libyennes. Invité officiellement en Tunisie par les autorités, le maréchal Khalifa Haftar, un personnage clef sur la scène politique et

sécuritaire en Libye, n'a pas encore répondu à l'invitation. Le maréchal Haftar l'homme fort de l'Est de la Libye qui détient les clefs de la solution a reçu à Benghazi le président du Mouvement Machroux Tounes, Mohsen Marzouk, dans une rencontre considéré par certains analystes comme une tentative de la part du Marzouk de torpiller l'initiative du président Béji Caïd Essebsi. Ce n'est pas l'unique tentative de faire échouer l'initiative de paix de la Tunisie.

En effet, l'Égypte bien qu'ayant adhéré à la médiation de la Tunisie avait à la veille de la rencontre tenté de réunir le président du Parlement libyen Aguila Saleh, le maréchal Khalifa Haftar et le président du Conseil présidentiel, Fayez Al-Sarraj mais ont fait capoter cette réunion pour éloigner les positions entre ces protagonistes. Il est de notoriété publique que Khalifa Haftar est

l'homme de l'Égypte qui partage de nombreux intérêts communs notamment la lutte contre les groupes islamistes actifs dans la région Est frontalière avec l'Égypte.

Malgré le double jeu auquel se livre l'Égypte, l'initiative tunisienne a de forte de chance d'aboutir si le gouvernement en particulier la diplomatie s'investit activement dans le rapprochement des protagonistes libyens. Le retour du Parlement qui représente le camp de l'Est libyen, à la table de négociations doit être exploité par la Tunisie pour donner un coup de pouce à l'initiative. Tous les efforts doivent être déployés pour faire venir Khalifa Haftar en Tunisie et réunir les protagonistes libyens car une solution politique en Libye est garant de la stabilité de ce pays ce qui est dans l'intérêt de la Tunisie.

H.T.

Sahara occidental

L'UE attachée aux efforts de l'ONU en vue de parvenir à une solution juste et durable

La Haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, a déclaré dimanche à Alger, que la position de l'UE vis-à-vis de la question du Sahara occidental ne change pas et reste une position «de fort soutien» aux efforts des Nations unies en vue de parvenir à une solution politique juste et durable et mutuellement acceptable qui permet autodétermination au peuple sahraoui. «Notre position de même notre politique concernant la question du Sahara occidental reste une position de fort soutien aux efforts du secrétaire générale des Nations unies en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permet autodé-

termination au peuple sahraoui dans le cadre des résolutions de l'ONU», a affirmé M^{me} Mogherini lors d'une conférence de presse qu'elle a conjointement animée avec le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra. A une question si Bruxelles va appliquer la décision de la Cour de justice européenne (CJUE) du 21 décembre 2016, qui a conclu que les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental, M^{me} Mogherini a répondu que l'«UE était sur la phase de l'exploration technique dudit accord et que sur le fond sa position ne change pas concernant la question du Sahara occidental», a-t-elle insisté. La cheffe de la diplomatie européenne a, en outre, fait part

de l'intention de l'UE de travailler avec le futur Envoyé du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental. La Haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, a entamé samedi une visite officielle de deux jours en Algérie à l'invitation du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra. Les deux parties ont au cours de cette visite, abordé des questions régionales d'intérêt commun, notamment les situations en Libye, en Syrie, au Mali, au Sahel, des questions sur lesquelles il existe «une large convergence de vues».

Souad F./APS

Tunisie

Le FMI pour évaluer l'avancée des réformes

UNE DEUXIÈME tranche de crédit de 2,9 milliards de dollars en attente d'être débloquée. Six ans après sa révolution, la Tunisie fait toujours figure d'unique rescapé du printemps arabe. Après avoir relancé ses institutions, elle tarde à faire redémarrer son économie : après +0,8% en 2015, le PIB a atteint 1% en 2016. Quant à l'endettement, son «niveau devient critique», avait averti en février un expert de l'ONU. Tunis a dû signer, l'an dernier, une nouvelle ligne de crédit de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans avec le Fonds monétaire international, dont une équipe effectue depuis vendredi une mission pour «évaluer l'avancée des réformes».

Grogne sociale

Le retard accumulé a justifié que, en début d'année, l'organisation de Washington suspende le versement de la deuxième tranche. A présent, s'il doit tenter de réduire les déficits publics – celui du budget a culminé à 6% du PIB en 2016 – le gouvernement de Youssef Chahed doit aussi gérer une grogne sociale persistante, surtout chez les jeunes où le taux de chômage flirte avec les 30%. Longtemps, les Tunisiens se sont montrés amers face aux discours des Européens qui se contentaient de les encourager dans leur démarche sans les aider sur le plan financier. «Nous apportons notre aide, nos entreprises sont présentes ; elles ne sont pas parties et ne partiront pas», a dit Bernard Cazeneuve à Tunis, tout en se félicitant de l'entrée en vigueur du nouveau Code de l'investissement.

R.M.



Suède

Hommage aux victimes de l'attentat au camion bélier

■ Bouleversée par le drame, la Suède a observé, hier, une minute de silence pour les victimes de l'attentat au camion bélier qui a fait quatre morts vendredi à Stockholm, perpétré selon la police par un Ouzbek affichant des «sympathies» jihadistes.

Par Rosa F.

La quasi-totalité de la famille royale suédoise, le Premier ministre Stefan Löfven et des diplomates étrangers devaient participer à midi (10h00 GMT) à une cérémonie dans le parc de l'Hôtel de ville de la capitale suédoise. D'autres hommages en honneur aux quatre morts et 15 blessés sont prévus à travers le pays. Parallèlement, l'enquête se poursuit autour du principal suspect de l'attentat, décrit par les services de sécurité comme un Ouzbek de 39 ans déjà connu du renseignement intérieur et entré en clandestinité pour éviter son expulsion du pays après s'être vu refuser un permis de séjour.

La presse locale l'a identifié comme étant Rakhmat Akilov, un

ouvrier et père de famille. L'extrême droite, qui avait jusqu'alors observé beaucoup de retenue, a dénoncé hier un «scandale» s'il s'avère que les autorités ont échoué à expulser l'individu après le rejet de sa demande de permis de séjour.

«C'est un scandale immense si c'est le cas», a affirmé au quotidien Aftonbladet Jimmie Åkesson, chef des Démocrates de Suède, une formation qui a recueilli 12,8% des suffrages aux législatives de 2014. «Nous devons placer les gens en rétention quand la personne concernée présente un risque de fuite, autrement dit pour 10 000 à 15 000 cas».

La Suède, pays de 10 millions d'habitants, a accepté 244 000 demandeurs d'asile en 2014 et 2015, le nombre le plus élevé par

tête d'habitant en Europe. Dimanche, M. Löfven, qui a décidé un renforcement des contrôles aux frontières, avait aussi fait part de sa «frustration».

«Si on a été débouté, il faut quitter le pays», avait-il dit lors d'une conférence de presse. Le dirigeant social-démocrate a reçu dans la soirée un appel de condoléances du président américain Donald Trump. Entre 20 000 et 50 000 personnes, selon les sources, s'étaient réunies dimanche près des lieux du drame pour une «manifestation pour l'amour» organisée via Facebook afin de marquer le rejet du terrorisme. Arrêté quelques heures après l'attentat et placé en garde à vue, l'auteur présumé de l'attentat devait être inculpé au plus tard aujourd'hui à midi. L'Ouzbek affichait «des sympathies pour des organisations extrémistes, dont l'État islamique (EI)», a déclaré dimanche un chef de la police nationale, Jonas Hysing. Il a revendiqué l'attentat lors de sa garde à vue et s'est déclaré «satisfait», selon les quotidiens Aftonbladet et Expressen.

«J'ai écrasé les infidèles», a-t-il aussi déclaré, précise Aftonbladet hier, citant des sources proches de l'enquête. Le suspect affirme avoir reçu un «ordre» direct du groupe EI de frapper Stockholm. «Le bombardement de la Syrie doit cesser», a-t-il également indiqué, toujours



PH. > D. R.

selon Aftonbladet. Il avait demandé un permis de séjour en 2014 mais l'Office des migrations l'avait débouté en juin 2016. «En décembre 2016, l'Office des migrations l'a informé qu'il avait quatre semaines pour quitter le pays. En février 2017, la police a été saisie pour faire exécuter la décision parce qu'il n'était plus localisable», a précisé M. Hysing. Les autorités ont perdu sa trace, jusqu'à l'attentat de vendredi. En début d'après-midi ce jour-là, il est soupçonné d'avoir lancé le poids lourd volé dans la foule sur plusieurs centaines de mètres de la rue piétonne la plus fréquentée de Stockholm, avant de finir sa course meurtrière dans la façade

d'un grand magasin. Le mode opératoire rappelle fortement ceux des attentats de Nice (sud-est de la France) le 14 juillet 2016, Berlin le 19 décembre 2016 et Londres le 22 mars, revendiqués par l'EI.

Les quatre morts sont deux Suédoises, un Britannique et une Belge. Selon la police, des composants possibles d'un engin explosif ont été découverts dans la cabine du camion qui avait été volé à un livreur.

Dimanche, un deuxième suspect a été arrêté et placé en garde à vue, a indiqué à l'AFP la juge Helga Hullman du tribunal de Stockholm, sans préciser les liens entre les deux individus.



Points chauds

Gaz

Par Fouzia Mahmoudi

Les tensions entre l'Occident et la Russie ne cessent de croître depuis plusieurs années, les Européens et les Américains ne manquant jamais d'accuser Moscou de toutes les horreurs et de toutes les manipulations. Il y a quelques mois, c'est la présidentielle des États-Unis que le Kremlin était soupçonné d'avoir manipulée dans le but, réussi, de faire perdre son ennemi, Hillary Clinton, à la faveur de Donald Trump. Aujourd'hui, c'est le soutien de Vladimir Poutine apporté à Bachar Al-Assad qui pose problème. Surtout après l'attaque au gaz perpétrée, supposément, par les forces militaires syriennes contre Khan Cheikhoun, une ville tenue par les rebelles. Une attaque qui n'est pas sans rappeler l'attaque au gaz de la Ghouta. L'attaque avait frappé les banlieues orientale et occidentale de Damas en Syrie dans l'ancienne oasis de la Ghouta tenue par l'Armée syrienne libre et avait fait entre 322 et 1 729 morts, selon l'opposition et Médecins sans frontières, une grande partie des victimes étant des civils. Le gouvernement syrien et l'opposition armée s'étaient à l'époque mutuellement rejetés la responsabilité des bombardements. Les gouvernements américain, français, israélien, suédois, britannique, turc, canadien et la Ligue des États arabes avaient alors condamné le régime syrien. La Russie, l'Iran et le régime syrien avaient condamné l'opposition. Aujourd'hui, quatre années plus tard, le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, a ainsi appelé la Russie à cesser de soutenir le président syrien qui est «maintenant toxique dans tous les sens» du terme, avant une réunion avec ses homologues des pays du G7. «Il est temps pour Vladimir Poutine de faire face à la vérité sur le tyran qu'il soutient», a déclaré Boris Johnson, selon une porte-parole de son ministère. Il rejoint la position des États-Unis qui ont appelé dimanche au départ du président syrien. «Il ne fait aucun doute que l'intervention américaine a changé la donne en Syrie. Nous devons faire comprendre à Poutine qu'il n'est plus temps de soutenir Assad», a-t-il ajouté. Samedi, Boris Johnson avait annoncé annuler sa visite en Russie prévue aujourd'hui en raison «des développements en Syrie qui ont changé fondamentalement la situation». En réaction, le ministère russe des Affaires étrangères a jugé que cette annulation confirmait «encore une fois nos doutes quant à la valeur ajoutée d'un dialogue avec les Britanniques, qui n'ont pas de position propre sur la plupart des grandes questions actuelles, et pas d'influence réelle sur le déroulement des événements, se tenant dans l'ombre de leurs partenaires stratégiques». Reste à savoir néanmoins si la harangue de Johnson sera soutenue par d'autres gouvernements européens et surtout quelles en seront les conséquences sur la relation déjà très tendue qu'entretient l'Occident avec la Russie, qui de son côté dirigée par Poutine ne semble pas prête à plier face à ses anciens alliés.

F. M.

Corée du Sud

Un diplomate chinois à Séoul pour discuter du nucléaire nord-coréen

Un haut diplomate chinois est arrivé hier à Séoul pour des discussions sur la menace nucléaire nord-coréenne, au moment où un groupe aéronaval américain fait route vers la péninsule dans une démonstration de force des États-Unis. Le président américain Donald Trump, qui a surpris la semaine dernière par la rapidité de sa riposte militaire en Syrie, a demandé à ses conseillers «un éventail complet d'options» contre le programme nucléaire de Pyongyang, a annoncé dimanche le conseiller à la sécurité nationale du président américain, le général en exercice H.R. McMaster. Il a expliqué dimanche que l'envoi vers la péninsule coréenne du porte-avions USS Carl Vinson et sa flotte était une mesure de «prudence» face à un régime «paria désormais doté de la capacité nucléaire».

Dans le même temps, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a rejeté des rumeurs sur un projet américain qui vise-

rait à assassiner le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un, expliquant que les États-Unis n'avaient «pas l'intention de changer le régime en Corée du Nord». De nombreux observateurs redoutent que la Corée du Nord ne prépare un sixième essai nucléaire qui pourrait coïncider avec les célébrations imminentes du 105^e anniversaire de la naissance du fondateur du régime, Kim Il-Sung. Le représentant spécial de la Chine pour la péninsule coréenne, le diplomate Wu Dawei, est arrivé hier à Séoul où il rencontrera dans la journée son homologue sud-coréen au sujet du dossier nucléaire, a annoncé le ministère sud-coréen des Affaires étrangères.

Le déploiement en Corée du Sud du bouclier antimissile américain THAAD devrait également être abordé par les deux hommes, a indiqué l'agence sud-coréenne Yonhap. Le Chine est vent debout contre l'installation si près de son territoire d'un

dispositif qu'elle voit comme une menace pour ses intérêts. Ces discussions interviennent quelques jours après le premier sommet, en Floride, entre M. Trump et son homologue chinois Xi Jinping, au cours duquel le président américain a exhorté Pékin à en faire davantage pour faire rentrer la Corée du Nord dans le rang.

Donald Trump et son chef de la diplomatie ont martelé publiquement, avant et après cette rencontre avec le principal allié de Pyongyang, que les États-Unis étaient prêts à «agir seuls» si nécessaire.

Une menace qui paraît encore plus crédible depuis la frappe ordonnée jeudi soir sur la base aérienne syrienne d'où auraient décollé les avions responsables, selon Washington, d'une attaque chimique contre le village de Khan Cheikhoun mardi dernier.

Samedi, la Corée du Nord a d'ailleurs qualifié cette attaque américaine en Syrie d'«acte d'agression intolérable».



Maroc

L'Orchestre national de Barbès au 12^e Festival «Jazzablanca»



■ L'Orchestre national de Barbès (Onb), un groupe formé de musiciens algériens, marocains, portugais et français, prend part au 12^e Festival de Jazz, «Jazzablanca» de Casablanca, aux côtés d'une brochette de grands artistes venus des quatre coins du monde, annoncent les organisateurs.

Par Adéla S.

Ouvert jusqu'au 16 avril, le festival se déroulera sur trois scènes différentes, dédiées aux musiques jazz, soul, pop, rock et qui réuniront des artistes d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis. Créé en 1996, sur la scène du New Morning à Paris, l'Orchestre national de Barbès continue de faire danser après 18 ans d'existence et plus de 1 000 concerts donnés à travers le

monde à Alger, Constantine, au Central Park (USA), à la Citadelle du Caire en Egypte, à Oslo en Norvège ou encore Montevideo en Uruguay. Prônant le brassage musical multiculturel dans un style festif, l'Onb, dont les huit membres ont été rejoints par le jeune parisien au chant et a? la trompette, Basile Théoleyre, le saxophoniste Cedric Ricard et le jeune batteur algérien Mamoun Dehane, oscille entre chaabi, rai, gnawa, rock, reggae, ska cuivre, et autres rythmes du monde. Le groupe encore très marqué par bassiste et membre fondateur Youcef Boukella, compte à son actif quatre albums: «Alik» (2008), «Rendez-vous Barbès» (2010), «Double live, 15 ans de scène» (2012) et «Dame de cœur» (2014). Fondé en 2006, le Festival de jazz «Jazzablanca» vise, selon ses promoteurs, à faire de la ville de Casablanca un lieu de rencontres musicales entre artistes de la world music, issus de tous les pays du monde. A. S./APS

Emirats arabes unis

Le ministre de la Culture au Sommet mondial sur le leadership culturel

La capitale des Emirats arabes unis, Abu Dhabi, accueillera du 09 au 12 avril le 1^{er} Sommet mondial sur le leadership culturel, avec la participation du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Le sommet verra la participation de 300 dirigeants politiques et des personnalités du

monde de la culture et des médias représentant plus de 80 pays, précise la même source. Parmi les thèmes qui seront abordés par le sommet, figurent «le rôle de la culture face aux défis mondiaux actuels et des techniques modernes dans la transformation du paysage culturel et dans la communication entre les civilisations» outre les répercus-

sions de ces transformations sur l'enseignement, l'économie, la politique ainsi que sur tous les aspects de la vie quotidienne. Il est à signaler que l'événement est organisé par l'Autorité du tourisme et de la culture d'Abu Dhabi, en collaboration avec des entreprises et établissements spécialisés dans la production culturelle. Ali T.

Souk Ahras

Ouverture prochaine d'un atelier en arts plastiques

Un atelier international en arts plastiques à dimension méditerranéenne sera ouvert prochainement à Souk Ahras, a-t-on appris dimanche du directeur local de la culture, Taher Arris. Selon ce responsable la calligraphie arabe, l'enluminure, la miniature et la peinture à l'huile figurent parmi les disciplines devant être enseignées dans cet atelier qui sera encadré par des artistes spécialisés venus des deux rives de la Méditerranée. Initiative personnelle de l'artiste

plasticien Mohammed Bouthlidja, cet atelier est organisé en collaboration avec les directions de wilaya de la Culture et du Tourisme avec la collaboration de l'Union nationale des arts culturels et les Ecoles des Beaux-arts de Constantine et de Batna, a révélé M. Arris faisant savoir que cette action vise à «promouvoir le mouvement plasticien par la création d'un espace d'exposition dédié aux œuvres locales et internationales». Le directeur de la culture

a, par ailleurs, affirmé que cette initiative permettra essentiellement d'enrichir la scène artistique locale rappelant que la ville de Souk Ahras, qui recense à un grand nombre d'artistes plasticiens, a depuis les années 1980, «des traditions bien ancrées dans l'organisation d'événements culturels à portée internationale». De son côté, Mohammed Bouthlidja a indiqué que cet atelier qui s'inscrit dans le cadre de la formation des jeunes talents, sera organisé

dans une bâtisse privée située en plein centre ville près du complexe sportif Badji Mokhtar. Cette structure de 4 étages s'étend sur une superficie de 300 m² et renferme une galerie d'exposition permanente, une bibliothèque spécialisée, une salle d'informatique et un pavillon d'hébergement de 30 lits. L'atelier dispensera un enseignement continu tout au long de l'année et assurera des cycles de formation trimestriels, d'une durée de sept jours, consacrés

à l'art plastique méditerranéen, a-t-il ajouté. Cette manifestation sera sanctionnée par des expositions collectives et des ventes d'œuvres aux enchères ainsi que par la remise de certificats de qualification dans les arts plastiques et artisanaux, a signalé la même source. Mohammed Bouthlidja est diplômé de l'école nationale des beaux arts (Algérie), de l'école supérieure des beaux-arts (France) et l'école de la calligraphie arabe (Egypte). Il travaille actuellement sur l'écriture en calligraphie maghrébine du Saint Coran. Racim C.

4^e édition du Tipasa des poètes

Des poètes africains et français croisent le verbe

Une rencontre organisée autour du beau verbe et de la déclamation poétique a été animée samedi par des poètes algériens, maliens, burkinabés et français au théâtre de la ville romaine de Tipasa, au titre de la 4^e édition du Tipasa des poètes.

Cette 4^e édition du genre, initiée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) en coordination avec l'Institut français d'Alger (IFA), a englobé un récit poétique haut de gamme autour de nombreux sujets liés à l'amour du pays, à l'identité, à la culture, à la femme, l'amour, l'amitié, à la nature, voire même à la boxe, le tout accompagné par des airs envoûtants de la flûte et du Gambri.

Le nombreux public, venu assister à ce Tipasa des poètes, s'est délecté à l'écoute des poètes qui se sont succédés sur les planches du théâtre romain, créant une véri-

table symphonie dans les langues arabe, amazighe et française pour, au final, constituer une «symbiose poétique et culturelle franco-africaine», selon l'expression de l'Ambassadeur de France en Algérie, Bernard Emié, qui a souligné l'importance des relations culturelles solides entre les deux pays.

Ce bel échange poétique a été inauguré par le poète Zehma Kouider de Tipasa qui a exprimé, devant l'assistance, son amour profond pour Algérie, terre de sacrifices à l'histoire douloureuse.

Lui succéda sur les planches du théâtre romain, la Malienne Hawa Demba Diallo a déclamé, dans «les poètes se sont tus», la beauté de l'Algérie, relayée par la poétesse burkinabée Sophie Heidi Kam, qui a exprimé, dans des vers poignants, sa peine à l'égard de la situation de certains pays du

Sahel où règne la pauvreté. Le poète et écrivain français Eric Sarnier a, pour sa part, marqué cet échange culturel par la lecture d'une prose sur l'amitié, la fidélité, les sacrifices et la simplicité, en mettant en exergue une étape importante de sa vie, liée à sa pratique de la boxe.

La Palestine était également présente à ce Tipasa des poètes, à travers le poète algérien Kebaïli Tarek, qui a été fortement applaudi par le public, avant la clôture de cette manifestation par une déclamation poétique commune entre tous les participants.

Ce Tipasa des poètes, organisé sous le patronage du ministère de la Culture et de l'Aménagement du territoire de France en Algérie, s'inscrit au titre du programme de la manifestation Printemps des poètes, ouverte du 3 au 11 avril courant à Tipasa. R. C.

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Témely, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 13 avril :

Exposition de photographies «Püchpüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.



Coup-franc direct

Interférences fatales !

Par Mahfoud M.

Avoir certaines décisions, on se demande si le nouveau président de la FAF, Kheireddine Zetchi, décide vraiment au sein de sa nouvelle structure. En effet, avec par exemple le DTN engagé, certains s'interrogent s'il y a eu des interférences pour sa désignation alors qu'il était déjà à la FAF et n'avait pas réussi à faire quelque chose. Le président de la fédération devrait s'expliquer sur ces décisions qui ne sont pas faites pour le conforter, surtout que l'on croyait qu'il donnerait leur chance aux jeunes étant lui-même un jeune dirigeant qui a tout fait pour relancer le football local en lançant sa propre académie. Il faudrait que'il laisse son empreinte sur la gestion de la FAF car cela se retournera contre lui un jour étant donné que son élection a suscité de l'espoir chez certains qui avaient été très déçus par l'ancien patron de la fédération qui ne faisait que dans l'importation des joueurs, se souciant peu du football local. Zetchi sait ce qu'il a à faire pour tenter de relancer la machine et ne doit pas refaire les mêmes erreurs que son prédécesseur s'il ne souhaite pas être aussi éjecté et faire les frais de certaines décisions impopulaires. L'avenir appartient aux jeunes et ce n'est pas avec du vieux qu'on fait du neuf.

M. M.

Jeux Islamiques de 2017

La liste des athlètes bientôt ficelée

LA LISTE des athlètes qui représenteront l'Algérie aux jeux de la solidarité islamique de 2017 en Azerbaïdjan sera «*bouclée incessamment*», a affirmé dimanche à l'APS la responsable Nouria Benida Merrah, qui fera office de chef de délégation pendant cette compétition.

«*Dès que nous aurons arrêté la liste des athlètes qui participeront aux prochains jeux de la solidarité islamique, nous tiendrons une réunion avec le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour régler les derniers détails*», a indiqué l'ancienne championne olympique du 1500m. «*Environ 130 athlètes, dans 15 disciplines différentes sont actuellement candidats pour participer à cette compétition*».

«*Le nombre sera réduit pendant la semaine*», a ajouté Benida Merrah, en rappelant qu'initialement le nombre était de «*200 athlètes*». Les différentes fédérations sportives avaient commencé en effet par présenter des listes élargies, avant de procéder par élimination, pour ne garder que les meilleurs.

Les hautes instances du sport algérien ont insisté sur la nécessité de bien représenter les couleurs nationales pendant cet événement majeur, prévu au mois de mai prochain, dans la capitale azérie, Baku. Nouria Benida Merrah a été désignée en septembre 2016 comme chef de la délégation algérienne pendant cette compétition.

Volley-ball/Championnat d'Afrique des clubs champions (2^e) L'ASW Béjaïa perd face à Prisons (Kenya)

LE CLUB féminin algérien de volley-ball, l'ASW Béjaïa a été battu par son homologue kenyan Prisons sur le score sans appel de 3 sets à 0 (12-25, 19-25 et 21-25), en match comptant pour la 3^e journée du championnat d'Afrique des clubs champions (G.B), disputé dimanche à Monastir (Tunisie). C'est la 2^e défaite des Bougiotes après celle concédée vendredi devant les

rien, le GS Pétroliers, qui fait partie du groupe C, s'est incliné hier (samedi) devant l'autre club kenyan, Pipelines par 3-0.

Les Pétroliers qui affrontent ce lundi, Army du Rwanda, avaient remporté leur 1er match devant les Camerounaises de Bafia (3-0: 25-12, 25-14, 25-17), en match comptant pour la 1ère journée disputée vendredi.

La 27^e édition du championnat d'Afrique féminin des clubs champions regroupe 17 clubs répartis en 4 poules. Les deux premiers de chaque groupe à l'issue de la phase de poule seront qualifiés aux quarts de finale.

Tunisienne de l'AS Marsa (0-3). L'ASWB livrera mardi son 3^e match du 1^{er} tour, devant les redoutables égyptiennes d'Al-Ahly du Caire.

Le second représentant algé-

rien, le GS Pétroliers, qui fait partie du groupe C, s'est incliné hier (samedi) devant l'autre club kenyan, Pipelines par 3-0.

WA Tlemcen Les supporters savourent l'accession

Laccession du Widad de Tlemcen (WAT) en ligue 2 professionnelle de football a suscité une grande joie des supporters, décelable dimanche dans les places publiques de la ville de Tlemcen. Cette accession a été assurée à quatre journées de la fin du championnat national amateur groupe «ouest», après la victoire du WAT lors de la 26^e journée devant le Chabab Sadjas (2-1) confortant sa position en tête du classement avec

60 points et une large avance sur le poursuivant immédiat, l'OM Arzew. De nouveau en seconde division professionnelle après deux années en championnat amateur, le WAT pourra espérer retrouver l'élite en 1ère ligue professionnelle, où ses supporters voient la place qui lui convient, rappelant que leur club avait remporté à deux reprises la coupe d'Algérie en 1998 et 2002 et le titre du championnat arabe des clubs en 1998. Pour rap-

Direction technique nationale

Quelle mission pour Tikanouine ?

■ Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a tranché la question de la direction technique nationale en confiant le poste à l'ancien DTN Fodil Tikanouine, qui a déjà occupé le même poste il y a quelque temps.

Par Mahfoud M.

Il était, en effet, à ce poste entre 2007 et 2011. A 73 ans, Tikanouine pense qu'il peut toujours apporter quelque chose au football national. D'ailleurs, c'est sur la base d'un projet qu'il aurait présenté à Zetchi qu'il a obtenu ce poste, lui permettant de relancer la formation que ce soit sur le plan des sections jeunes ou des entraîneurs. Il faut savoir qu'il avait été débarqué du temps de l'ancien président, Raouraoua, et remplacé par Laroum. Zetchi pensait à engager un technicien étranger pour ce poste, mais il a vite changé d'idée, préférant faire confiance aux compétences locales. C'est ainsi qu'il a pensé à Tikanouine qui connaît bien la maison pour avoir déjà travaillé à ce même poste auparavant. La désignation de ce dernier qui s'est faite officiellement hier avec son installation par le patron de la FAF ne fait pas vraiment l'unanimité, si l'on croit certaines sources qui affirment que beaucoup sont sceptiques en raison de son âge avancé qui pourrait l'handicaper surtout que ce



Zetchi devrait expliquer le choix de Tikanouine

poste demande du souffle qu'il ne pourrait pas avoir, vu qu'un grand travail attend le DTN qui doit lancer un véritable chantier dans le territoire national pour développer la discipline. Un grand travail l'attend du fait que la formation est totalement délaissée avec ce qui se passe et l'échec de toutes les sélections jeunes qui sont à chaque fois éliminées des premiers tours

éliminatoires pour les différentes CAN. En plus de cela, il y a aussi ce problème de la formation des entraîneurs qui n'arrivent pas à se retrouver avec ces différentes sessions qui ne servent pas à grand-chose, d'où le fait que les coachs locaux échouent dans leur mission.

M. M.

USM Alger

Rétablis, Benguit et Darfalou reviennent

Le milieu de terrain Raouf Benguit et l'attaquant Oussama Darfalou, deux des six joueurs de l'USM Alger qui étaient jusque-là indisponibles pour cause de blessure, «*reprendront les entraînements avec le reste du groupe aujourd'hui*», a annoncé dimanche la direction du club champion d'Algérie en titre. «*Benguit et Darfalou qui souffraient tous les deux d'une blessure à une cuisse se sont entièrement remis et pourront réintégrer les entraînements avec le reste du groupe dès la reprise, prévue mardi*», a indiqué la direction des Rouge et Noir dans un communiqué. L'ex-attaquant de la JS Kabylie,

Mohamed Benkhabla sera le premier des quatre autres blessés à rejoindre Benguit et Darfalou, puisque son «*retour à l'entraînement*» est prévu en fin de semaine, à l'occasion du stage bloqué, prévu à Ain Bénian (Alger). Le gardien Mohamed Amine Zemmamouche, le milieu de terrain Mohamed Benkhemassa et l'attaquant Ziri Hammar quant à eux devront «*attendre un peu*» avant de réintégrer le groupe, car jugés «*encore inaptes*». Souffrant d'une légère blessure à un genou, «*Zema*» est actuellement soumis à un «*repos actif*», pendant lequel il alterne des soins et des séances de musculation.

De son côté, Benkhemassa est toujours astreint à un programme de préparation spécifique. «*Son retour à l'entraînement devrait se faire juste après la trêve*» qu'observe actuellement le championnat de Ligue 1 Mobilis. Concernant Ziri Hammar, la direction de l'USMA a indiqué vouloir le «*recupérer pour le Clasico contre la JS Kabylie*», prévu le 28 avril courant. Le retour des blessés sera saluatoire pour les Rouge et Noir qui, entre championnat, matchs en retard et phase de poules de la Ligue des champions africaine, seront soumis à un calendrier très chargé au cours des prochaines semaines.

Coupe de la Confédération (16^e de finale/Bis)

La JS K s'incline devant TP Mazembé

La JS Kabylie, l'un des représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), s'est inclinée devant son homologue de la RD

Congo, le TP Mazembe (tenant du trophée) sur le score de 2-0 (mi-temps 1-0), en match aller des 16^e de finale (Bis), disputé dimanche à Lubumbashi (RD

Congo). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Nathan Sinkala (10^e) et Coulibaly (90+5) pour le TP Mazembé. Les Canaris joueront le match «*retour*», dimanche prochain (16 avril), au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou (18h00).

Le MC Alger, l'autre représentants algérien dans cette compétition, avait perdu 1-0 (mi-temps 0-0), devant les Young Africans (Tanzanie), lors du match joué hier samedi à Dar Es Salam. Le match retour du Doyen aura lieu le 15 avril courant, à 18h00, au stade du 5-Juillet (Alger).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Dans deux accidents distincts de la circulation

2 morts et 14 blessés à Skikda

DEUX personnes ont trouvé la mort et quatorze autres ont été blessées dans deux accidents distincts de la circulation survenus durant la nuit de dimanche à lundi dans la wilaya de Skikda, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. Le premier accident s'est produit sur un tronçon de la route nationale (RN) 86, plus exactement au carrefour de la commune d'Ain Bouziane, a précisé la même source, détaillant qu'un véhicule de tourisme a dérapé et s'est renversé, provoquant la mort, sur place, de 2 personnes âgées de 25 et 29 ans. Les dépouilles ont été évacuées vers la morgue de l'hôpital d'El Harrouch, a-t-on

encore indiqué. Le deuxième accident s'est produit sur un segment du chemin de wilaya (CW) 46 dans la commune de Ramdane Djamel, au sud du chef-lieu de wilaya, suite à une collision entre un bus et un camion qui a engendré 14 blessés, âgés entre 16 et 56 ans, a-t-on ajouté. Les victimes de cet accident, en état de choc pour la plupart, se trouvent sous surveillance médicale à la polyclinique de la même commune, a-t-on fait savoir. Deux enquêtes distinctes ont été ouvertes par les services concernés pour déterminer les circonstances exactes de ces accidents.

K. L.

Tizi Ouzou

Une personne tuée dans un accident de la route

UNE PERSONNE est décédée, hier matin, dans un accident de la route survenu près du village Boubhir, dans la commune d'Iloula Oumalou (50 km à l'est de Tizi Ouzou), avons-nous appris auprès de la Protection civile. Selon les indications fournies par la même source, l'accident survenu peu après 9 h fait suite au dérapage d'un véhicule léger qui a percuté un olivier. La victime décédée, un homme, était âgée de 82 ans. Sa dépouille mortelle a été déposée à la polyclinique de Bouzeguène. Par ailleurs, une maison individuelle a pris feu, avant-hier, au village Ait Ali Ouali dans la commune de Beni Douala (25 km au sud de Tizi Ouzou) ne causant fort heureuse-

ment que des dégâts matériels, avons-nous appris auprès de la même source. Il était près de 21 heures quand les éléments de la Protection civile de l'unité de Beni Douala sont intervenus pour un feu déclaré au niveau du sous-sol de l'habitation en R+1. Les trois personnes occupant la maison, à savoir deux femmes âgées de 79 et 38 ans et une adolescente de 15 ans ont été secourues hormis leur état de choc. En revanche des dégâts matériels ont été enregistrés, à savoir l'effondrement de la charpente et la destruction des portes et divers meubles. L'origine de l'incendie n'a pas été précisée.

Hamid M.

Algérie/Etats-Unis

Lamamra reçoit une délégation du Congrès américain

LE MINISTRE d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a reçu, hier à Alger, une délégation du Congrès américain, conduite par l'Assistant principal du président de la Chambre des Affaires étrangères, Thomas M. Hill. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, M. Hill a indiqué que ses entretiens avec M. Lamamra ont porté sur «l'excellente et la profonde relation de coopération qu'entretiennent les deux pays dans les divers domaines, notamment politique, économique et en matière de lutte contre le terrorisme». L'audience s'est déroulée en présence de l'ambassadrice des Etats-Unis à Alger, Joan Polaschik.

Hania T.

Algérie/France

Signature d'un accord de partenariat entre Sonatrach et Total

LA SOCIÉTÉ nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures Sonatrach, et la compagnie française Total ont signé, hier à Alger, «un accord global visant à consolider le partenariat existant entre les deux compagnies», a indiqué Sonatrach dans un communiqué. L'accord a été signé par le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, et le P-dg de

Total, Patrick Pouyanne. Cet accord permettra à Sonatrach et Total «de fructifier leur partenariat à travers la concrétisation de nouveaux projets dans l'amont pétrolier, notamment le nouveau cadre contractuel pour le projet Timimoun, la poursuite de l'exploitation conjointe du champ Tin Fouyé Tabankort dans le cadre d'un nouveau contrat, le développement d'un nouveau projet ainsi que le règlement à l'amiable des différends entre

les deux compagnies», souligne la même source. Il s'agit également d'«élargir la coopération dans les autres activités, notamment l'exploration, la pétrochimie, le solaire et le développement à l'international», précise Sonatrach. Cet accord «confirme et matérialise la volonté de Sonatrach et de Total d'œuvrer conjointement au développement et au renforcement de leur partenariat historique», ajoute le communiqué.

O. N.

LE POUVOIR D'ACHAT DES ALGÉRIENS



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Conditions de vie à El-Kseur/ Béjaïa

La route nationale coupée par des villageois

■ Les protestataires ont rappelé avoir saisi les autorités qui ont pris l'engagement de trouver des réponses aux revendications des citoyens, mais rien n'a été fait.

Par Hocine C.

Les habitants du village Betlou, dans la commune d'El-Kseur, ont fermé hier la RN 12 pendant plus d'une demi-heure. Cette action a évidemment provoqué des bouchons sur cet important axe routier et des désagréments aux usagers. Les protestataires réclament la prise en charge de plusieurs revendications dont l'AEP, l'assainissement, des projets ayant pris du retard, la réalisation d'abribus, l'octroi de bacs à ordures, l'aménagement des accès et du chemin du village,

etc. Ils ont rappelé avoir saisi les autorités qui ont pris l'engagement de trouver des réponses aux revendications des citoyens sans succès et que le projet d'AEP est à l'arrêt. Le chef de daïra d'El-Kseur, qui intervenait sur les ondes de radio Soummam, a fait observer que le wali est intervenu auprès du maire afin de lancer les projets à la traîne. A noter que la voie a été

rouverte peu avant midi. A Draâ El-Gaïd les 16 transporteurs de la localité ont observé, hier, un débrayage pour protester contre la dégradation des routes et dénoncer les fraudeurs. Ils ont interpellé les autorités concernées afin d'«agir contre les transporteurs déloyaux».

H. C.

Bordj Bou-Arréridj et Batna

Destruction de trois abris pour terroristes

TROIS abris pour terroristes, une mine de confection artisanale et deux barils contenant des outils de détonation et des denrées alimentaires ont été détruits, dimanche, par des détachements de l'Armée nationale populaire à Bordj Bou-Arréridj et Batna, indique hier un communiqué de ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors des opérations de recherche et de ratissage, des détachements de l'Armée nationale populaire ont détruit, le 9 avril à Bordj Bou-Arréridj et Batna, trois abris pour terroristes, une mine de confection artisanale et deux barils contenant des outils de

détonation et des denrées alimentaires», note la même source. D'autre part, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi à In Guezzam quatre véhicules tout-terrain, 20 quintaux de denrées alimentaires, trois groupes électrogènes, deux marteaux piqueurs et deux kilogrammes d'explosifs, tandis qu'un autre détachement a saisi 12 quintaux de tabac à Biskra». En outre, des détachements de l'ANP et des éléments des gardes-frontières «ont appréhendé à Tlemcen, Laghouat, Illizi et Biskra, 68 immigrants clandestins de différentes nationalités».

R. N.